

L'éducation des migrants: Un investissement social

Holger Bonin [IZA and University of Kassel – bonin@iza.org]

L'éducation est un élément clé pour aider les migrants à surmonter leurs désavantages économiques et sociaux. La dépense publique en matière d'éducation des migrants peut devenir un investissement social rentable et engendrer des gains à long-terme sous forme d'une croissance accélérée et d'une meilleure viabilité des finances publiques. Comblent rapidement les lacunes en matière du langage, de connaissances culturelles et de compétences peut s'avérer particulièrement avantageux. Cependant, il n'existe pas de solution unique pour améliorer l'éducation des migrants vu la grande diversité des populations issues de l'immigration dans les Etats Membres.

[Traduit de l'anglais par Alexis Maitre.]

Alors que la mobilité internationale est devenue un des principaux facteurs de changement démographique dans l'Union Européenne, les populations issues de l'immigration dans les Etats Membres continuent de faire face à des désavantages socio-économiques. De nombreux enfants immigrés de deuxième génération obtiennent de moins bons résultats scolaires que leurs camarades. Par conséquent, les populations issues de l'immigration tendent à présenter des taux d'activité sur le marché de travail plus faibles et des niveaux de revenus moins élevés que les populations natives. Elles sont également plus exposées au risque de chômage et dépendent davantage des minima sociaux. Une meilleure éducation des populations issues de l'immigration représente donc un défi important pour l'Union Européenne.

L'éducation des populations immigrées peut s'avérer proportionnellement plus coûteuse que celle des natifs. Leurs expériences et les milieux où ils se trouvent sont souvent moins favorables au développement de compétences. Ils doivent combler leurs lacunes vis-à-vis des connaissances et des compétences spécifiques au pays d'accueil, en engendrant de possibles coûts supplémentaires pour la gestion de la diversité linguistique et culturelle dans les classes.

ARGUMENTS ECONOMIQUES EN FAVEUR DE L'EDUCATION DES MIGRANTS

La science économique nous montre qu'il y a malgré tout un grand intérêt à améliorer les résultats scolaires des populations issues de l'immigration en Europe. Des effets durables sur la croissance peuvent survenir par leur impact positif sur l'innovation, au travers d'une plus grande diversité, l'entrepreneuriat ou encore le commerce et les investissements internationaux. Le budget du gouvernement peut se trouver allégé par les recettes fiscales découlant en général d'un niveau d'éducation plus élevé. Une plus faible part d'immigrés peu qualifiés peut également contribuer à ré-

duire les inégalités de revenus et rendre l'Europe plus inclusive.

La plupart des arguments en faveur d'une meilleure éducation des populations issues de l'immigration s'appliquent également aux autres groupes dont le faible niveau d'éducation devient un handicap dans des économies européennes tournées vers la connaissance. C'est plutôt le contenu des interventions requises qui diffère dans le cas des migrants. Un défi de premier ordre consiste à améliorer leur maîtrise de la langue. D'autres défis résident dans la compensation de la perte du capital humain qui n'est pas transférable d'un pays à l'autre, et dans l'appropriation par les migrants du capital culturel spécifique au pays d'accueil - connaissances, compétences, aptitudes et valeurs - indispensable pour un apprentissage rapide dans un environnement étranger.

L'intervention précoce semble être la stratégie la plus efficace pour élever le niveau d'éducation des migrants. Ceci requiert de focaliser l'attention sur l'intégration et un accompagnement spécifique des migrants de deuxième génération dans les maternelles et les écoles primaires, mais aussi pour les adultes dès leur arrivée, et en particulier si leur bagage éducatif est faible. Les retours sur la dépense publique engagée en faveur de l'éducation des migrants peuvent ne pas être visibles immédiatement. Ils tendent à s'accroître au fil du temps et peuvent finalement s'avérer substantiels. C'est pourquoi l'éducation des populations immigrées est un investissement social:

Taux d'activité des immigrés par niveau d'éducation dans une sélection de pays, 2014

	Faible niveau d'éducation	Niveau d'éducation moyen	Niveau d'éducation élevé
Allemagne	55.8	79,0	84.3
Autriche	54.8	76.7	83.3
Belgique	45.0	67.8	80.2
Bulgarie	–	66.7	76.2
Chypre	62.7	81,0	79.7
Croatie	38.2	63.9	81.3
Espagne	69.9	79.3	85,0
Estonie	45.5	76.4	84.7
Finlande	55.4	77.6	84.3
France	51.8	68.4	82.9
Grèce	69.3	72.9	76.9
Hongrie	32.8	67.4	81.9
Italie	57.5	73.2	77.1
Lettonie	46.8	76,0	84.3
Lituanie	39.9	75,6	85,6
Luxembourg	51.4	71.6	87,6
Malte	59.5	68.8	81.2
Pologne	38.2	58.5	87.8
Portugal	60.5	76.5	87.9
République Tchèque	44,0	80,0	84.9
Roumanie	–	56.3	–
Royaume-Uni	60.3	71.8	85.1
Slovaquie	30.7	71.9	77.9
Slovénie	46.4	75,0	87.2
Suède	62.4	81.4	88.8

Taux d'activité : pourcentage de personnes employées ou au chômage rapporté à la population totale âgée entre 15 et 64 ans. Les immigrés comprennent les personnes nées à l'étranger et celles nées sur le territoire national d'au moins un parent né à l'étranger. Faible niveau d'éducation :

les gains futurs espérés pourraient justifier les ressources qui y sont dédiées aujourd'hui.

En faisant des investissements éducatifs, les décideurs politiques doivent définir des priorités, les ressources des gouvernements étant limitées. Lorsque les contraintes budgétaires limitent les options possibles, il faut s'assurer que des ressources suffisantes sont allouées aux enfants issus de l'immigration dès le plus jeune âge. Il faut par ailleurs recourir à des politiques ciblant les groupes des migrants qui sont les plus à même de bénéficier des politiques publiques éducatives, ce qui exige un profilage effectif. Ceci requiert que les diplômés et, plus important encore, les compétences que les immigrés apportent avec eux soient reconnus. Les problèmes d'intégration sont en partie liés à un

manque d'information, et non à un véritable manque de compétences.

PAS DE SOLUTION UNIQUE

Au vu de la grande diversité des populations issues de l'immigration et de leur niveau d'éducation dans les Etats Membres de l'UE, il est évident qu'une approche uniforme de l'éducation des migrants serait loin d'être efficace. Des solutions locales sur-mesure sont par conséquent requises. Idéalement, ces solutions devraient être incluses dans une stratégie plus large visant à lutter contre l'exclusion économique et sociale des migrants. Par exemple, des politiques en matière d'immigration visant à garantir le statut de résident, les politiques du marché de travail visant à faire disparaître les obstacles à l'emploi et encourageant la participation au marché du travail, ou encore aménagement des zones urbaines et rurales de manière à empêcher la ségrégation ethnique peuvent contribuer à augmenter les bénéfices individuels et collectifs tirés de l'éducation et rendre ainsi les politiques spécifiquement dédiées à l'éducation des populations immigrées plus efficaces. Nous avons aujourd'hui une connaissance limitée, fragmentée et basée sur des cas particuliers concernant l'efficacité des politiques en la matière. Les programmes d'intégration ciblant les migrants dans les Etats Membres doivent donc faire l'objet d'évaluations d'impact minutieuses et d'expérimentations anticipées avant d'être mis en œuvre pleinement. Des réseaux d'experts promouvant un partage permanent des différentes approches et expériences acquises entre Etats Membres et un apprentissage mutuel pourraient également s'avérer bénéfiques.

Améliorer l'éducation des migrants est un défi considérable pour les pays d'accueil. Cela requiert une coordination de différentes politiques et implique de nombreux acteurs. Cela demande également de la persévérance de la part des décideurs politiques puisque les effets positifs ne seront vraisemblablement visibles qu'après un certain temps. Sur le long terme, les gains pour l'économie en général peuvent s'avérer substantiels et justifient de mettre l'accent sur des politiques éducatives adaptées aux migrants. Une meilleure intégration sociale par l'éducation pourrait également permettre de rendre l'attitude des citoyens européens vis-à-vis des populations immigrées et de l'immigration plus positive, dans des temps de mobilité internationale accrue et de scepticisme croissant à l'égard des étrangers.

Pour plus de détails, voir : Holger Bonin, *Les avantages économiques potentiels de l'éducation des migrants dans l'UE*. EENEE Rapport analytique, 31 mars 2017, http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR31.pdf.